

## PROTOCOLE ADDITIONNEL N° 1

portant modification de la Convention pour l'unification de certaines règles  
relatives au transport aérien international  
signée à Varsovie le 12 octobre 1929

*Signé à Montréal le 25 septembre 1975*

## ADDITIONAL PROTOCOL No. 1

to Amend the Convention for the Unification of Certain Rules  
Relating to International Carriage by Air  
Signed At Warsaw on 12 October 1929

*Signed at Montreal on 25 September 1975*

## ДОПОЛНИТЕЛЬНЫЙ ПРОТОКОЛ № 1

об изменении Конвенции для унификации  
некоторых правил, касающихся  
международных воздушных перевозок,  
подписанной в Варшаве  
12 октября 1929 года

*подписанной в Монреале 25 сентября 1975 года*

## PROTOCOLO ADICIONAL Núm. 1

que modifica el Convenio para la unificación de ciertas reglas  
relativas al transporte aéreo internacional  
firmado en Varsovia el 12 de octubre de 1929

*Firmado en Montreal el 25 de septiembre de 1975*



1975

*Publié sous l'autorité du Secrétaire général de l'Organisation de l'aviation civile internationale, à qui toute correspondance, à l'exception des commandes et des abonnements, doit être adressée.*

*Published by authority of the Secretary General of the International Civil Aviation Organization, to whom all correspondence, except orders and subscriptions, should be addressed.*

*Опубликовано с санкции Генерального секретаря Международной организации гражданской авиации, которому следует направлять всю корреспонденцию, за исключением заказов и подписки.*

*Publicado bajo la responsabilidad del Secretario General de la Organización de Aviación Civil Internacional, a quien debe dirigirse toda la correspondencia, con excepción de los pedidos y suscripciones.*

Envoyer les commandes à l'une des adresses suivantes en y joignant le montant correspondant (par chèque, chèque bancaire ou mandat) en dollars des États-Unis ou dans la monnaie du pays d'achat. Les commandes par carte de crédit (American Express, MasterCard et Visa) sont acceptées au Siège de l'OACI.

Orders should be sent to one of the following addresses, together with the appropriate remittance (by bank draft, cheque or money order) in U.S. dollars or the currency of the country in which the order is placed. Credit card orders (American Express, MasterCard and Visa) are accepted at ICAO Headquarters.

Заказы следует направлять по одному из указанных ниже адресов с соответствующим денежным переводом (тратта, чек или банковское поручение) в долларах США или в валюте страны, в которой размещается заказ. Заказы с оплатой кредитными карточками ("Америкэн экспресс", "Виза" и "Мастеркард") направлять в адрес Штаб-квартиры ИКАО.

Los pedidos deben dirigirse a una de las direcciones siguientes junto con la correspondiente remesa (mediante giro bancario, cheque o giro internacional) en dólares estadounidenses o en la moneda del país de compra. En la Sede de la OACI se aceptan pedidos pagaderos con tarjetas de crédito (American Express, MasterCard y Visa).

*International Civil Aviation Organization. Attention: Document Sales Unit*  
999 University Street, Montreal, Quebec, Canada H3C 5H7  
Telephone: (514) 954-8022; Telex: 05-24513; Facsimile: (514) 954-6769; Sitatex: YULADYA;  
E-mail: sales\_unit@icao.int

*Egypt. ICAO Regional Director, Middle East Office, Egyptian Civil Aviation Complex,*  
Cairo Airport Road, Heliopolis, Cairo 11776  
Telephone: (20 2) 267-4840; Facsimile: (20 2) 267-4843; Sitatex: CAICAYA

*France. Directeur régional de l'OACI, Bureau Europe et Atlantique Nord, 3 bis, villa Émile-Bergerat,*  
92522 Neuilly-sur-Seine (Cedex)  
Téléphone: (33 1) 46 41 85 85; Télécopieur: (33 1) 46 41 85 00; Sitatex: PAREUYA

*India. Oxford Book and Stationery Co., Scindia House, New Delhi 110001*  
or 17 Park Street, Calcutta 700016  
Telephone: (91 11) 331-5896; Facsimile: (91 11) 332-2639

*Japan. Japan Civil Aviation Promotion Foundation, 15-12, 1-chome, Toranomon, Minato-Ku, Tokyo*  
Telephone: (81 3) 3503-2686; Facsimile: (81 3) 3503-2689

*Kenya. ICAO Regional Director, Eastern and Southern African Office, United Nations Accommodation,*  
P.O. Box 46294, Nairobi  
Telephone: (254-2) 622-395; Facsimile: (254 2) 226-706; Sitatex: NBOCAYA

*Mexico. Director Regional de la OACI, Oficina Norteamérica, Centroamérica y Caribe,*  
Masaryk No. 29-3er. piso, Col. Chapultepec Morales, México, D.F., 11570  
Téléfono: (52 5) 250-3211; Facsimile: (52 5) 203-2757; Sitatex: MEXCAYA

*Peru. Director Regional de la OACI, Oficina Sudamérica, Apartado 4127, Lima 100*  
Téléfono: (51 14) 302260; Facsimile: (51 14) 640393; Sitatex: LIMCAYA

*Russian Federation. Aviaizdat, 48, 1. Franko Street, Moscow 121351*  
Telephone: (7 095) 417-0405; Facsimile: (7 095) 417-0254

*Senegal. Directeur régional de l'OACI, Bureau Afrique occidentale et centrale, Boîte postale 2356, Dakar*  
Téléphone: (221) 8-23-54-52; Télécopieur: (221) 8-23-69-26; Sitatex: DKRCAYA

*South Africa. Avex Air Training (Pty) Ltd., Private Bag X102, Halfway House, 1685, Republic of South Africa*  
Telephone: (27-11) 315-0003/4; Facsimile: (27-11) 805-3649; E-mail: avex@iafrica.com

*Spain. A.E.N.A. — Aeropuertos Españoles y Navegación Aérea, Calle Juan Ignacio Luca de Tena, 14,*  
Planta Tercera, Despacho 3.11, 28027 Madrid  
Téléfono: (34 91) 321-3148; Facsimile: (34 91) 321-3157; Correo electrónico: ssc.ventasoci@aena.es

*Thailand. ICAO Regional Director, Asia and Pacific Office, P.O. Box 11, Samyae Ladprao, Bangkok 10901*  
Telephone: (66 2) 537-8189; Facsimile: (66 2) 537-8199; Sitatex: BKKCAYA

*United Kingdom. Westward Documedia, 37 Windsor Street, Cheltenham, Glos., GL52 2DG*  
Telephone: (44 1242) 235-151; Facsimile: (44 1242) 584-139

# PROTOCOLE ADDITIONNEL N° 1

## portant modification de la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international signée à Varsovie le 12 octobre 1929

### LES GOUVERNEMENTS SOUSSIGNES

CONSIDERANT qu'il est souhaitable d'amender la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international signée à Varsovie le 12 octobre 1929,

SONT CONVENUS de ce qui suit:

### CHAPITRE PREMIER

#### AMENDEMENTS A LA CONVENTION

##### Article premier

La Convention que les dispositions du présent chapitre modifient est la Convention de Varsovie de 1929.

##### Article II

L'article 22 de la Convention est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes:

##### "Article 22

1. Dans le transport de personnes, la responsabilité du transporteur envers chaque voyageur est limitée à la somme de 8.300 Droits de Tirage spéciaux. Dans le cas où, d'après la loi du tribunal saisi, l'indemnité peut être fixée sous forme de rente, le capital de la rente ne peut dépasser cette limite. Toutefois, par une convention spéciale avec le transporteur, le voyageur pourra fixer une limite de responsabilité plus élevée.
2. Dans le transport de bagages enregistrés et de marchandises, la responsabilité du transporteur est limitée à la somme de 17 Droits de Tirage spéciaux par kilogramme, sauf déclaration spéciale d'intérêt à la livraison faite par l'expéditeur au moment de la remise du colis au transporteur et moyennant le paiement d'une taxe supplémentaire éventuelle. Dans ce cas, le transporteur sera tenu de payer jusqu'à concurrence de la somme déclarée, à moins qu'il ne prouve qu'elle est supérieure à l'intérêt réel de l'expéditeur à la livraison.
3. En ce qui concerne les objets dont le voyageur conserve la garde, la responsabilité du transporteur est limitée à 332 Droits de Tirage spéciaux par voyageur.
4. Les sommes indiquées en Droits de Tirage spéciaux dans le présent article sont considérées comme se rapportant au Droit de Tirage spécial

tel que défini par le Fonds monétaire international. La conversion de ces sommes en monnaies nationales s'effectuera en cas d'instance judiciaire suivant la valeur de ces monnaies en Droit de Tirage spécial à la date du jugement. La valeur, en Droit de Tirage spécial, d'une monnaie nationale d'une Haute Partie Contractante qui est membre du Fonds monétaire international, est calculée selon la méthode d'évaluation appliquée par le Fonds monétaire international à la date du jugement pour ses propres opérations et transactions. La valeur, en Droit de Tirage spécial, d'une monnaie nationale d'une Haute Partie Contractante qui n'est pas membre du Fonds monétaire international, est calculée de la façon déterminée par cette Haute Partie Contractante.

Toutefois, les Etats qui ne sont pas membres du Fonds monétaire international et dont la législation ne permet pas d'appliquer les dispositions des alinéas 1, 2 et 3 de l'article 22, peuvent au moment de la ratification ou de l'adhésion, ou à tout moment par la suite, déclarer que la limite de responsabilité du transporteur est fixée, dans les procédures judiciaires sur leur territoire, à la somme de 125.000 unités monétaires par passager en ce qui concerne l'alinéa 1 de l'article 22; 250 unités monétaires par kilogramme en ce qui concerne l'alinéa 2 de l'article 22; 5.000 unités monétaires par passager en ce qui concerne l'alinéa 3 de l'article 22. Cette unité monétaire correspond à soixante-cinq milligrammes et demi d'or au titre de neuf cents millièmes de fin. Ces sommes peuvent être converties dans la monnaie nationale concernée en chiffres ronds. La conversion de cette somme en monnaie nationale s'effectuera conformément à la législation de l'Etat en cause."

### CHAPITRE II

#### CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION AMENDEE

##### Article III

La Convention amendée par le présent Protocole s'applique au transport international défini à l'article premier de la Convention

lorsque les points de départ et de destination sont situés soit sur le territoire de deux Etats parties au présent Protocole, soit sur le territoire d'un seul Etat partie au présent Protocole si une escale est prévue sur le territoire d'un autre Etat.

### CHAPITRE III

#### DISPOSITIONS PROTOCOLAIRES

##### Article IV

Entre les Parties au présent Protocole, la Convention et le Protocole seront considérés et interprétés comme un seul et même instrument et seront dénommés *Convention de Varsovie amendée par le Protocole additionnel n° 1 de Montréal de 1975*.

##### Article V

Jusqu'à sa date d'entrée en vigueur conformément aux dispositions de l'article VII, le présent Protocole restera ouvert à la signature de tous les Etats.

##### Article VI

1. Le présent Protocole sera soumis à la ratification des Etats signataires.
2. La ratification du présent Protocole par un Etat qui n'est pas partie à la Convention emporte adhésion à la Convention amendée par le présent Protocole.
3. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement de la République populaire de Pologne.

##### Article VII

1. Lorsque le présent Protocole aura réuni les ratifications de trente Etats signataires, il entrera en vigueur entre ces Etats le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt du trentième instrument de ratification. A l'égard de chaque Etat qui le ratifiera par la suite, il entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt de son instrument de ratification.
2. Dès son entrée en vigueur, le présent Protocole sera enregistré auprès de l'Organisation des Nations Unies par le Gouvernement de la République populaire de Pologne.

##### Article VIII

1. Après son entrée en vigueur, le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de tout Etat non signataire.
2. L'adhésion au présent Protocole par un Etat qui n'est pas partie à la Convention emporte adhésion à la Convention amendée par le présent Protocole.

3. L'adhésion sera effectuée par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement de la République populaire de Pologne et produira ses effets le quatre-vingt-dixième jour après ce dépôt.

##### Article IX

1. Toute Partie au présent Protocole pourra le dénoncer par une notification faite au Gouvernement de la République populaire de Pologne.
2. La dénonciation produira ses effets six mois après la date de réception par le Gouvernement de la République populaire de Pologne de la notification de dénonciation.
3. Entre les Parties au présent Protocole, la dénonciation de la Convention par l'une d'elles en vertu de l'article 39 ne doit pas être interprétée comme une dénonciation de la Convention amendée par le présent Protocole.

##### Article X

Il ne sera admis aucune réserve au présent Protocole.

##### Article XI

Le Gouvernement de la République populaire de Pologne informera rapidement tous les Etats parties à la Convention de Varsovie ou à ladite Convention telle qu'amendée, tous les Etats qui signeront le présent Protocole ou y adhéreront, ainsi que l'Organisation de l'Aviation civile internationale, de la date de chaque signature, de la date du dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion, de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole ainsi que de tous autres renseignements utiles.

##### Article XII

Entre les Parties au présent Protocole qui sont également Parties à la Convention, complémentaire à la Convention de Varsovie pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international effectué par une personne autre que le transporteur contractuel, signée à Guadalajara le 18 septembre 1961 (ci-après dénommée "Convention de Guadalajara"), toute référence à la "Convention de Varsovie" contenue dans la Convention de Guadalajara s'applique à la *Convention de Varsovie amendée par le Protocole additionnel n° 1 de Montréal de 1975*, dans les cas où le transport effectué en vertu du contrat mentionné au paragraphe b) de l'article premier de la Convention de Guadalajara est régi par le présent Protocole.

##### Article XIII

Le présent Protocole restera ouvert à la signature au siège de l'Organisation de l'Aviation civile internationale jusqu'au 1er janvier 1976, puis, jusqu'à son entrée en vigueur en vertu de l'article VII, au Ministère des Affaires étrangères du Gouvernement de la République populaire de Pologne. L'Organisation de l'Aviation civile internationale informera rapidement le Gouvernement de la République populaire de Pologne de toute signature et de la date de celle-ci pendant la période au cours de laquelle le Protocole sera ouvert à la signature au siège de l'Organisation de l'Aviation civile internationale.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Montréal le vingt-cinquième jour du mois de septembre de l'année 1975, en quatre textes authentiques rédigés dans les langues française, anglaise, espagnole et russe. En cas de divergence, le texte en langue française, langue dans laquelle la Convention de Varsovie du 12 octobre 1929 avait été rédigée, fera foi.

## ADDITIONAL PROTOCOL No. 1

**to Amend the Convention  
for the Unification of Certain Rules  
Relating to  
International Carriage by Air  
Signed at Warsaw  
on 12 October 1929**

THE GOVERNMENTS UNDERSIGNED

CONSIDERING that it is desirable to amend the Convention for the Unification of Certain Rules Relating to International Carriage by Air signed at Warsaw on 12 October 1929

HAVE AGREED as follows:

### CHAPTER I

#### AMENDMENTS TO THE CONVENTION

##### Article I

The Convention which the provisions of the present Chapter modify is the Warsaw Convention, 1929.

##### Article II

Article 22 of the Convention shall be deleted and replaced by the following:—

##### “Article 22

1. In the carriage of passengers the liability of the carrier for each passenger is limited to the sum of 8 300 Special Drawing Rights. Where, in accordance with the law of the court seised of the case, damages may be awarded in the form of periodic payments, the equivalent capital value of the said payments shall not exceed this limit. Nevertheless, by special contract, the carrier and the passenger may agree to a higher limit of liability.
2. In the carriage of registered baggage and of cargo, the liability of the carrier is limited to a sum of 17 Special Drawing Rights per kilogramme, unless the consignor has made, at the time when the package was handed over to the carrier, a special declaration of interest in delivery at destination and has paid a supplementary sum if the case so requires. In that case the carrier will be liable to pay a sum not exceeding the declared sum, unless he proves that that sum is greater than the consignor's actual interest in delivery at destination.
3. As regards objects of which the passenger takes charge himself the liability of the carrier is limited to 332 Special Drawing Rights per passenger.
4. The sums mentioned in terms of the Special Drawing Right in this Article shall be deemed to refer to the Special Drawing Right as defined

by the International Monetary Fund. Conversion of the sums into national currencies shall, in case of judicial proceedings, be made according to the value of such currencies in terms of the Special Drawing Right at the date of the judgment. The value of a national currency, in terms of the Special Drawing Right, of a High Contracting Party which is a Member of the International Monetary Fund, shall be calculated in accordance with the method of valuation applied by the International Monetary Fund, in effect at the date of the judgment, for its operations and transactions. The value of a national currency, in terms of the Special Drawing Right, of a High Contracting Party which is not a Member of the International Monetary Fund, shall be calculated in a manner determined by that High Contracting Party.

Nevertheless, those States which are not Members of the International Monetary Fund and whose law does not permit the application of the provisions of paragraphs 1, 2 and 3 of Article 22 may, at the time of ratification or accession or at any time thereafter, declare that the limit of liability of the carrier in judicial proceedings in their territories is fixed at a sum of 125 000 monetary units per passenger with respect to paragraph 1 of Article 22; 250 monetary units per kilogramme with respect to paragraph 2 of Article 22; and 5 000 monetary units per passenger with respect to paragraph 3 of Article 22. This monetary unit corresponds to sixty-five and a half milligrammes of gold of millesimal fineness nine hundred. These sums may be converted into the national currency concerned in round figures. The conversion of these sums into national currency shall be made according to the law of the State concerned.”

### CHAPTER II

#### SCOPE OF APPLICATION OF THE CONVENTION AS AMENDED

##### Article III

The Warsaw Convention as amended by this Protocol shall apply to international carriage as defined in Article 1 of the Convention, provided that the place of departure and destination referred to in that Article are situated either in the territories of two Parties to this

Protocol, or within the territory of a single Party to this Protocol with an agreed stopping place in the territory of another State.

### CHAPTER III

#### FINAL CLAUSES

##### Article IV

As between the Parties to this Protocol, the Convention and the Protocol shall be read and interpreted together as one single instrument and shall be known as the *Warsaw Convention as amended by Additional Protocol No. 1 of Montreal, 1975*.

##### Article V

Until the date on which this Protocol comes into force in accordance with the provisions of Article VII, it shall remain open for signature by any State.

##### Article VI

1. This Protocol shall be subject to ratification by the signatory States.
2. Ratification of this Protocol by any State which is not a Party to the Warsaw Convention shall have the effect of accession to the Convention as amended by this Protocol.
3. The instruments of ratification shall be deposited with the Government of the Polish People's Republic.

##### Article VII

1. As soon as thirty signatory States have deposited their instruments of ratification of this Protocol, it shall come into force between them on the ninetieth day after the deposit of the thirtieth instrument of ratification. It shall come into force for each State ratifying thereafter on the ninetieth day after the deposit of its instrument of ratification.
2. As soon as this Protocol comes into force it shall be registered with the United Nations by the Government of the Polish People's Republic.

##### Article VIII

1. This Protocol, after it has come into force, shall be open for accession by any non-signatory State.
2. Accession to this Protocol by any State which is not a Party to the Convention shall have the effect of accession to the Convention as amended by this Protocol.
3. Accession shall be effected by the deposit of an instrument of accession with the Government of the Polish People's Republic and shall take effect on the ninetieth day after the deposit.

##### Article IX

1. Any Party to this Protocol may denounce the Protocol by notification addressed to the Government of the Polish People's Republic.
2. Denunciation shall take effect six months after the receipt by the Government of the Polish People's Republic of the notification of denunciation.
3. As between the Parties to this Protocol, denunciation by any of them of the Convention in accordance with Article 39 thereof shall not be construed in any way as a denunciation of the Convention as amended by this Protocol.

##### Article X

No reservation may be made to this Protocol.

##### Article XI

The Government of the Polish People's Republic shall promptly inform all States Parties to the Warsaw Convention or of that Convention as amended, all signatory or acceding States to the present Protocol, as well as the International Civil Aviation Organization, of the date of each signature, the date of deposit of each instrument of ratification or accession, the date of coming into force of this Protocol, and other relevant information.

##### Article XII

As between the Parties to this Protocol which are also Parties to the Convention, Supplementary to the Warsaw Convention, for the Unification of Certain Rules Relating to International Carriage by Air Performed by a Person Other than the Contracting Carrier, signed at Guadalajara on 18 September 1961 (hereinafter referred to as the "Guadalajara Convention") any reference to the "Warsaw Convention" contained in the Guadalajara Convention shall include reference to the *Warsaw Convention as amended by Additional Protocol No. 1 of Montreal, 1975*, in cases where the carriage under the agreement referred to in Article 1, paragraph b) of the Guadalajara Convention is governed by this Protocol.

##### Article XIII

This Protocol shall remain open for signature until 1 January 1976 at the Headquarters of the International Civil Aviation Organization and thereafter until it comes into force in accordance with Article VII at the Ministry for Foreign Affairs of the Polish People's Republic. The International Civil Aviation Organization shall promptly inform the Government of the Polish People's Republic of any signature and the date thereof during the time that the Protocol shall be open for signature at the Headquarters of the International Civil Aviation Organization.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned Plenipotentiaries, having been duly authorized, have signed this Protocol.

DONE at Montreal on the twenty-fifth day of the month of September of the year One Thousand Nine Hundred and Seventy-five in four authentic texts in the English, French, Russian and Spanish languages. In the case of any inconsistency, the text in the French language, in which language the Warsaw Convention of 12 October 1929 was drawn up, shall prevail.



## ДОПОЛНИТЕЛЬНЫЙ ПРОТОКОЛ № I

об изменении Конвенции  
для унификации некоторых правил,  
касающихся  
международных воздушных перевозок,  
подписанной в Варшаве  
12 октября 1929 года

НИЖЕПОДПИСАВШИЕСЯ ПРАВИТЕЛЬСТВА,

СЧИТАЯ желательным изменить Конвенцию для унификации некоторых правил, касающихся международных воздушных перевозок, подписанную в Варшаве 12 октября 1929 года,

СОГЛАСИЛИСЬ О НИЖЕСЛЕДУЮЩЕМ:

### ГЛАВА I

#### ПОПРАВКИ К КОНВЕНЦИИ

##### Статья I

Конвенция, которая изменяется положениями настоящей Главы, является Варшавской конвенцией 1929 года.

##### Статья II

Статья 22 Конвенции исключается и заменяется следующим текстом:

##### "Статья 22

1. При перевозке пассажиров ответственность перевозчика в отношении каждого пассажира ограничивается суммой 8 300 единиц "специального права заимствования". В случае, если согласно закону суда, в котором разбирается дело, возмещение может быть установлено в виде периодических платежей, капитализированная сумма этих платежей не может превышать указанного предела. Однако по особому соглашению перевозчика с пассажиром может быть установлен и более высокий предел ответственности.
2. При перевозке зарегистрированного багажа и груза ответственность перевозчика ограничивается суммой 17 единиц "специального права заимствования" за килограмм, за исключением случаев, когда отправитель сделал в момент передачи места перевозчику особое заявление о заинтересованности в доставке и уплатил дополнительный сбор, если это необходимо. В этом случае перевозчик обязан уплатить сумму, не превышающую объявленной суммы, если только он не докажет, что она превышает действительную заинтересованность отправителя в доставке.
3. В отношении предметов, оставляемых пассажиром при себе, ответственность перевозчика ограничивается суммой 332 единицы "специального права заимствования" на пассажира.
4. Суммы, указанные в единицах "специального права заимствования" в настоящей Статье, рассматриваются как относящиеся к единице "специального права заимствования", как она определена Международным валютным фондом. Перевод этих сумм в национальные валюты в случае судебных разбирательств производится в соответствии со стоимостью таких валют в едини-

цах "специального права заимствования" на дату судебного решения. Стоимость национальной валюты в единицах "специального права заимствования" Высокой Договаривающейся Стороны, которая является членом Международного валютного фонда, исчисляется в соответствии с методом определения стоимости, применяемым Международным валютным фондом для его собственных операций и расчетов на дату судебного решения. Стоимость национальной валюты в единицах "специального права заимствования" Высокой Договаривающейся Стороны, которая не является членом Международного валютного фонда, исчисляется по методу, установленному этой Высокой Договаривающейся Стороной.

Тем не менее, государства, которые не являются членами Международного валютного фонда и законодательство которых не позволяет применять положения пунктов 1, 2 и 3 Статьи 22, могут при ратификации или присоединении или в любое время после этого заявить, что предел ответственности перевозчика при судебном разбирательстве на их территории устанавливается в сумме сто двадцать пять тысяч валютных единиц на пассажира в отношении пункта 1 Статьи 22; двести пятьдесят валютных единиц за килограмм в отношении пункта 2 Статьи 22; пять тысяч валютных единиц в отношении пункта 3 Статьи 22. Такая валютная единица состоит из шестидесяти пяти с половиной миллиграммов золота пробы девятьсот тысячных. Указанные суммы могут быть переведены в соответствующую национальную валюту в округленных цифрах. Перевод таких сумм в национальную валюту осуществляется согласно законодательству соответствующего государства."

## ГЛАВА II

### СФЕРА ПРИМЕНЕНИЯ ИЗМЕНЕННОЙ КОНВЕНЦИИ

#### Статья III

Варшавская конвенция, измененная настоящим Протоколом, применяется к международной перевозке, как она определена в Статье I Конвенции, когда пункты отправления и назначения находятся либо на территориях двух государств, являющихся сторонами настоящего Протокола, либо на территории одного государства, являющегося стороной настоящего Протокола, если предусмотрена остановка на территории другого государства.

## ГЛАВА III

### ЗАКЛЮЧИТЕЛЬНЫЕ ПОЛОЖЕНИЯ

#### Статья IV

Между Сторонами настоящего Протокола Конвенция и Протокол будут рассматриваться и толковаться как единый документ и будут называться Варшавская конвенция, измененная Дополнительным протоколом № I, совершенным в Монреале в 1975 году.

#### Статья V

До даты вступления в силу настоящего Протокола в соответствии с положениями Статьи VII он будет открыт для подписания любым государством.

#### Статья VI

1. Настоящий Протокол подлежит ратификации подписавшими его государствами.

2. Ратификация настоящего Протокола любым государством, не являющимся Стороной Варшавской конвенции, будет означать присоединение к Конвенции, измененной настоящим Протоколом.

3. Ратификационные грамоты будут сдаваться на хранение Правительству Польской Народной Республики.

#### Статья VII

1. После того, как тридцать государств, подписавших настоящий Протокол, сдадут на хранение свои ратификационные грамоты, он вступит в силу между ними на девяностый день после сдачи на хранение тридцатой ратификационной грамоты. Он вступит в силу для каждого государства, ратифицировавшего его позднее, на девяностый день после сдачи на хранение ратификационной грамоты данного государства.

2. После вступления в силу настоящего Протокола он будет зарегистрирован в Организации Объединенных Наций Правительством Польской Народной Республики.

#### Статья VIII

1. После вступления в силу настоящего Протокола он будет открыт для присоединения любого не подписавшего его государства.

2. Присоединение к настоящему Протоколу любого государства, не являющегося Стороной Конвенции, будет означать присоединение к Конвенции, измененной настоящим Протоколом.

3. Документ о присоединении будет сдаваться на хранение Правительству Польской Народной Республики и возымет действие на девяностый день после сдачи его на хранение.

#### Статья IX

1. Любая Сторона настоящего Протокола может денонсировать его путем уведомления Правительства Польской Народной Республики.

2. Денонсация возымет действие через шесть месяцев после даты получения Правительством Польской Народной Республики уведомления о денонсации.

3. Между Сторонами настоящего Протокола денонсация Конвенции одной из них в соответствии со Статьей 39 данной Конвенции не должна толковаться как денонсация Конвенции, измененной настоящим Протоколом.

#### Статья X

К настоящему Протоколу не может быть сделана никакая оговорка.

#### Статья XI

Правительство Польской Народной Республики немедленно информирует все государства - Стороны Варшавской конвенции, или этой Конвенции с последующими ее изменениями, все государства, подписавшие настоящий Протокол или присоединившиеся к нему, а также Международную организацию гражданской авиации о дате каждого подписания, дате сдачи на хранение каждой ратификационной грамоты или документа о присоединении, дате вступления в силу настоящего Протокола и сообщает все прочие соответствующие сведения.

#### Статья XII

Между Сторонами настоящего Протокола, которые также являются Сторонами Конвенции, дополнительной к Варшавской конвенции для унификации некоторых правил, касающихся международных воздушных перевозок, осуществляемых лицами, не являющимися перевозчиками по договору, подписанной в Гвадалахаре 18 сентября 1961 года (в дальнейшем именуемой "Гвадалахарская конвенция"), любая ссылка на "Варшавскую конвенцию", содержащаяся в Гвадалахарской конвенции, будет относиться к Варшавской

конвенции, измененной Дополнительным протоколом № I, совершенным в Монреале в 1975 году, в случаях, когда перевозка, осуществляемая в соответствии с договором, упомянутым в пункте б) Статьи I Гвадалахарской конвенции, регулируется настоящим Протоколом.

### Статья XIII

Настоящий Протокол останется открытым для подписания до I января 1976 года в штаб-квартире Международной организации гражданской авиации и после этого, до его вступления в силу в соответствии со Статьей VII, в Министерстве иностранных дел Польской Народной Республики. Международная организация гражданской авиации незамедлительно информирует Правительство Польской Народной Республики о любом подписании и дате подписания в течение периода, на протяжении которого Протокол будет открыт для подписания в штаб-квартире Международной организации гражданской авиации.

**В УДОСТОВЕРЕНИЕ ЧЕГО** нижеподписавшиеся должным образом уполномоченные Представители подписали настоящий Протокол.

**СОВЕРШЕНО В МОНРЕАЛЕ** двадцать пятого дня сентября месяца одна тысяча девятьсот семьдесят пятого года на русском, английском, испанском и французском языках, причем все четыре текста являются аутентичными. В случае каких-либо разногласий текст, составленный на французском языке, на котором составлена Варшавская конвенция от 12 октября 1929 года, считается основным.

# PROTOCOLO ADICIONAL Núm. 1

que modifica el Convenio  
para la unificación de ciertas reglas  
relativas al  
transporte aéreo internacional  
firmado en Varsovia  
el 12 de octubre de 1929

LOS GOBIERNOS FIRMANTES,

CONSIDERANDO que es deseable modificar el Convenio para la unificación de ciertas reglas relativas al transporte aéreo internacional, firmado en Varsovia el 12 de octubre de 1929,

HAN CONVENIDO lo siguiente:

## CAPÍTULO I

### MODIFICACIONES AL CONVENIO

#### Artículo I

El Convenio que las disposiciones del presente Capítulo modifican es el Convenio de Varsovia de 1929.

#### Artículo II

Se suprime el artículo 22 del Convenio y se sustituye por el siguiente:

#### “Artículo 22

1. En el transporte de personas, la responsabilidad del transportista con respecto a cada pasajero se limitará a la suma de 8.300 Derechos Especiales de Giro. En el caso de que, con arreglo a la ley del Tribunal que conozca del asunto, la indemnización pueda ser fijada en forma de renta, el capital de la renta no podrá sobrepasar este límite. Sin embargo, por convenio especial con el transportista, el pasajero podrá fijar un límite de responsabilidad más elevado.
2. En el transporte de equipaje facturado y de mercancías, la responsabilidad del transportista se limitará a la suma de 17 Derechos Especiales de Giro por kilogramo, salvo declaración especial de valor hecha por el expedidor en el momento de la entrega del bulto al transportista y mediante el pago de una tasa suplementaria, si hay lugar a ello. En este caso, el transportista estará obligado a pagar hasta el importe de la suma declarada, a menos que pruebe que éste es superior al valor real en el momento de la entrega.
3. En lo que concierne a los objetos cuya custodia conserve el pasajero, la responsabilidad del transportista se limitará a 332 Derechos Especiales de Giro por pasajero.
4. Las sumas expresadas en Derechos Especiales de Giro mencionadas en este artículo se considerará que se refieren al Derecho Especial de

Giro definido por el Fondo Monetario Internacional. La conversión de la suma en las monedas nacionales, en el caso de actuaciones judiciales, se hará de acuerdo con el valor de dichas monedas en Derechos Especiales de Giro en la fecha de la sentencia. El valor, en Derechos Especiales de Giro, de la moneda nacional de una Alta Parte Contratante que sea miembro del Fondo Monetario Internacional, se calculará de conformidad con el método de valoración aplicado por el Fondo Monetario Internacional para sus operaciones y transacciones que esté en vigor en la fecha de la sentencia. El valor, en Derechos Especiales de Giro, de la moneda nacional de una Alta Parte Contratante que no sea miembro del Fondo Monetario Internacional, se calculará de la manera determinada por dicha Alta Parte Contratante.

Sin embargo, los Estados que no sean miembros del Fondo Monetario Internacional y cuya legislación no permita aplicar las disposiciones de los párrafos 1, 2 y 3 del artículo 22, podrán declarar, en el momento de la ratificación o de la adhesión o posteriormente, que el límite de responsabilidad del transportista, en los procedimientos judiciales seguidos en su territorio, se fija en la suma de 125.000 unidades monetarias por pasajero, con respecto al párrafo 1 del artículo 22; 250 unidades monetarias por kilogramo, con respecto al párrafo 2 del artículo 22, y 5.000 unidades monetarias por pasajero, con respecto al párrafo 3 del artículo 22. Esta unidad monetaria consiste en sesenta y cinco miligramos y medio de oro con ley de novecientas milésimas. Dicha suma podrá convertirse en la moneda nacional en cifras redondas. La conversión de esta suma en moneda nacional se efectuará de acuerdo con la ley del Estado interesado.”

## CAPÍTULO II

### CAMPO DE APLICACIÓN DEL CONVENIO MODIFICADO

#### Artículo III

El Convenio de Varsovia, modificado por el presente Protocolo, se aplicará al transporte internacional definido en el artículo 1 del

Convenio, si los puntos de partida y de destino mencionados en ese artículo se encuentran en el territorio de dos Partes del presente Protocolo o en el territorio de una sola Parte, si hay una escala prevista en el territorio de cualquier otro Estado.

### **CAPÍTULO III**

#### **CLÁUSULAS FINALES**

##### **Artículo IV**

Para las Partes en este Protocolo, el Convenio y el Protocolo se considerarán e interpretarán como un solo instrumento que se designará con el nombre de *Convenio de Varsovia modificado por el Protocolo Adicional Núm. 1 de Montreal de 1975*.

##### **Artículo V**

Hasta la fecha en que entre en vigor, de acuerdo con lo previsto en el artículo VII, el presente Protocolo permanecerá abierto a la firma de todos los Estados.

##### **Artículo VI**

1. El presente Protocolo se someterá a la ratificación de los Estados signatarios.
2. La ratificación del presente Protocolo por todo Estado que no sea Parte en el Convenio tendrá el efecto de una adhesión al Convenio modificado por el presente Protocolo.
3. Los instrumentos de ratificación del presente Protocolo serán depositados ante el Gobierno de la República Popular Polaca.

##### **Artículo VII**

1. Tan pronto como treinta Estados signatarios hayan depositado sus instrumentos de ratificación del presente Protocolo, éste entrará en vigor entre ellos el nonagésimo día a contar del depósito del trigésimo instrumento de ratificación. Para cada uno de los Estados que ratifique después de esa fecha, entrará en vigor el nonagésimo día a contar del depósito de su instrumento de ratificación.
2. Tan pronto como entre en vigor, el presente Protocolo será registrado en las Naciones Unidas por el Gobierno de la República Popular Polaca.

##### **Artículo VIII**

1. Después de su entrada en vigor, el presente Protocolo quedará abierto a la adhesión de todo Estado no signatario.
2. La adhesión al presente Protocolo por un Estado que no sea Parte en el Convenio implicará la adhesión al Convenio modificado por el presente Protocolo.

3. La adhesión se efectuará mediante el depósito de un instrumento de adhesión ante el Gobierno de la República Popular Polaca, que surtirá efecto el nonagésimo día a contar de la fecha del depósito.

##### **Artículo IX**

1. Toda Parte en el presente Protocolo podrá denunciarlo mediante notificación dirigida al Gobierno de la República Popular Polaca.
2. La denuncia surtirá efecto seis meses después de la recepción por el Gobierno de la República Popular Polaca de la notificación de dicha denuncia.
3. Para las Partes en el presente Protocolo, la denuncia por cualquiera de ellas del Convenio, de acuerdo con el artículo 39 del mismo, no podrá ser interpretada como una denuncia de dicho Convenio modificado por el presente Protocolo.

##### **Artículo X**

El presente Protocolo no podrá ser objeto de reservas.

##### **Artículo XI**

El Gobierno de la República Popular Polaca comunicará, a la mayor brevedad, a todos los Estados Partes en el Convenio de Varsovia y a todos los Estados signatarios o adherentes al presente Protocolo, así como a la Organización de Aviación Civil Internacional, la fecha de cada una de las firmas, la fecha del depósito de cada instrumentos de ratificación o adhesión, la fecha de entrada en vigor del presente Protocolo y demás información pertinente.

##### **Artículo XII**

Para las Partes en el presente Protocolo que sean también Partes en el Convenio Complementario del Convenio de Varsovia para la unificación de ciertas reglas relativas al transporte aéreo internacional efectuado por una persona que no sea el transportista contractual, firmado en Guadalajara el 18 de septiembre de 1961 (en adelante denominado "Convenio de Guadalajara"), toda mención del Convenio de Varsovia contenida en el Convenio de Guadalajara, se aplicará también al *Convenio de Varsovia modificado por el Protocolo Adicional Núm. 1 de Montreal de 1975*, en los casos en que el transporte efectuado según el contrato mencionado en el párrafo b) del artículo 1 del Convenio de Guadalajara se rija por el presente Protocolo.

##### **Artículo XIII**

El presente Protocolo quedará abierto a la firma de todos los Estados en la sede de la Organización de Aviación Civil Internacional hasta el 1º de enero de 1976 y posteriormente, hasta su entrada en vigor de acuerdo con el artículo VII, en el Ministerio de Asuntos Extranjeros de la República Popular Polaca. La Organización de Aviación Civil Internacional informará a la mayor brevedad al Gobierno de la República Popular Polaca de cualquier firma que reciba y de su fecha en el período en que el Protocolo se encuentre abierto a la firma en Montreal.

EN TESTIMONIO DE LO CUAL, los Plenipotenciarios que suscriben, debidamente autorizados, firman el presente Protocolo.

HECHO en Montreal el día veinticinco del mes de septiembre del año mil novecientos setenta y cinco, en cuatro textos auténticos en español, francés, inglés y ruso. En caso de divergencias, hará fe el texto en idioma francés, en que fue redactado el Convenio de Varsovia del 12 de octubre de 1929.

11/75, Q/P1/4000;  
12/94, Q/P2/500;  
6/00, Q/P3/600

Order No. 9145  
Printed in ICAO